

Louise Mushikiwabo nommée à la tête de l'OIF

BBC Afrique, 12 octobre 2018 L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a nommé à sa tête vendredi la Rwandaise Louise Mushikiwabo, face à la sortante canadienne Michaëlle Jean, ont indiqué les délégations rwandaise et française.

Mme Mushikiwabo, ministre rwandaise des Affaires étrangères, a été nommée secrétaire générale de l'OIF par consensus lors d'une réunion à huis clos au dernier jour du sommet à Erevan, malgré les nombreuses critiques qui pointent du doigt le peu de cas que le Rwanda ferait des droits fondamentaux et de la défense du français. Comme tous les deux ans, les pays ayant le français en partage tiennent leur grand-messe. Le XVII^e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'est ouvert ce jeudi à Erevan en Arménie. 26 chefs d'Etat et 3.500 délégués participent à cette rencontre. Le principal enjeu de ce rendez-vous est l'élection demain du nouveau Secrétaire général de la Francophonie pour un mandat de quatre ans. La tradition veut que le choix soit fait par consensus, plutôt que par vote formel. Et c'est comme à l'accoutumée le candidat de la France qui est désigné pour ce poste. Il y a quatre ans, c'était la Canadienne d'origine haïtienne, Michaëlle Jean, qui l'avait emporté avec l'appui de Paris face aux multiples candidatures africaines. Cette année, l'ancienne gouverneure générale du Canada qui brigue un nouveau mandat, sera vraisemblablement remplacée par la ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo. Celle-ci, soutenue par la France, a la voie libre depuis que le Canada et le Québec, ont annoncé qu'ils retireraient leur soutien à Michaëlle Jean. Les chefs d'Etats africains ont formé un consensus autour de la candidature rwandaise. Comme la France, l'Union africaine a adoubé Louise Mushikiwabo, mais au sein des opinions africaines, beaucoup dénoncent des relents de "Françafrique" dans le processus. La candidature rwandaise est accusée d'être contraire à la charte de l'OIF, qui a inscrit "le soutien aux droits de l'homme" parmi ses missions premières. De plus, le Rwanda a remplacé en 2008 le français par l'anglais en tant que langue obligatoire à l'école, avant de rejoindre le Commonwealth, la communauté des anciennes colonies britanniques. L'imminente nomination de Louise Mushikiwabo devrait permettre au continent de récupérer le secrétariat général de la Francophonie. L'OIF avait toujours été dirigée par des Africains avant Michaëlle Jean. Les deux premiers secrétaires étaient l'Egyptien Boutros Boutros-Ghali et le Sénégalais Abdou Diouf. L'Afrique, continent sur lequel se trouvent 27 des 54 membres de l'OIF ayant droit de vote, représentera 85% des francophones en 2050, selon l'OIF. Lors de la cérémonie d'ouverture du sommet de la Francophonie, le chef de l'Etat français a répété que "le premier combat de la Francophonie" était "la jeunesse et tout particulièrement la jeunesse africaine". Car "l'épicentre de nos langues françaises n'est pas à droite ou à gauche de la Seine, mais sans doute dans le bassin du fleuve Congo ou quelque part dans la région", a-t-il ajouté. "L'Afrique s'impose comme le moteur de la Francophonie", a renchéri le Premier ministre canadien Justin Trudeau. Soulignant les reproches parfois faits à une Francophonie "trop institutionnelle", Emmanuel Macron a souhaité une révision de la Charte de la Francophonie, pour notamment se pencher sur les modalités d'adhésion à l'OIF. Cette année, la candidature de l'Arabie saoudite avait suscité de vives réactions avant que le royaume wahhabite ne la retire finalement. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui réunit 84 Etats et gouvernements, forme la représentation politique des quelque 274 millions de francophones dans le monde. Soit 3% de la population de la planète, selon les derniers chiffres de l'OIF, qui datent de 2014. L'OIF compte 54 membres de plein droit, quatre membres associés et 26 "observateurs". Ces deux derniers statuts ne confèrent pas de droit de vote. Depuis sa création en 2005, les domaines prioritaires de l'OIF n'ont cessé de s'étendre. Après la défense la langue française et la diversité culturelle, l'OIF s'est intéressée à la défense de la paix, la démocratie et des droits de l'Homme avant de prendre un tour économique. Le budget de l'OIF, qui siège à Paris, est cependant limité: 85 millions d'euros par an en moyenne, contre 5,6 milliards pour l'ONU. L'OIF s'est ouverte au fil des ans à des pays dont le rapport avec le français n'est pas évident. L'Ukraine et l'Uruguay, membres observateurs, ne comptent que 0,1% de francophones. La Moldavie, membre de plein droit, seulement 2% de francophones, tout comme l'Egypte ou la Bulgarie (3% chacune), selon les derniers chiffres de l'OIF. Actuellement, seul un tiers des pays de l'organisation reconnaissent dans leur Constitution le français. La francophonie est l'espace linguistique à la plus forte croissance, avec un bond de 143% prévu entre 2015 et 2065 (+62% pour l'anglais), selon l'ONU. Selon l'OIF, 8% de la population mondiale sera francophone en 2050, soit 700 millions. D'ici à 2065, un milliard de personnes devrait parler français, soit cinq fois plus qu'en 1960, au deuxième rang des langues internationales derrière l'anglais. L'OIF a été créée sous l'impulsion notamment du président sénégalais Léopold Sédar Senghor et du prince cambodgien Sihanouk. Vingt-et-un pays réunis à Niamey, en 1970, avaient formé l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), avant que l'organisation ne devienne l'OIF en 2005. Le premier Sommet de la Francophonie a eu lieu dès 1986 à Versailles, près de Paris. Quarante-deux États et gouvernements avaient pris part. Les Sommets se réunissent tous les deux ans depuis lors.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});